

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - JANVIER 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin janvier 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 467 M.DH, contre un excédent de 2,6 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses (+3,5 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+421 M.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

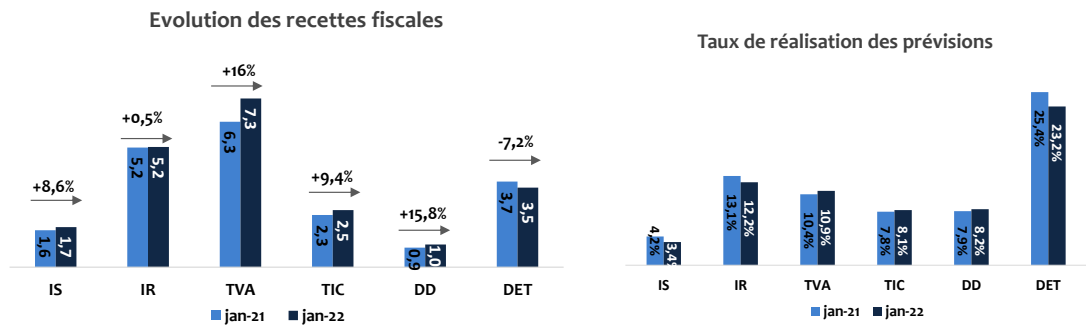
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 421 M.DH ou 2%, comparativement à fin janvier 2021, et un taux de réalisation de 8,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 1,3 MM.DH ou 6,6%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 9,6%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont pour leur part atteint un montant de 178 M.DH, contre 420 M.DH à fin janvier 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 138 M.DH (+8,6%) suite à l'effet du contrôle fiscal (+131 M.DH, +59,2%) et de la hausse des recettes de l'IS sur les produits des actions (+67 M.DH, +52,3%);
- Augmentation de l'IR de 26 M.DH (+0,5%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+275 M.DH), l'IR professionnel (+105 M.DH) et les opérations de contrôle fiscal (+238 M.DH), conjuguées à un effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 232 M.DH (+6,7%), sous l'effet du redressement de la consommation des ménages ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 783 M.DH (+27,3%) attribuable essentiellement à la TVA sur les produits hors énergie ;
- Hausse des taxes intérieures de consommation de 213 M.DH (+9,4%) et des droits de douane de 135 M.DH (+15,8%), en liaison avec la progression des mises à la consommation.

- Baisse des droits d'enregistrement et de timbre de 270 M.DH (-7,2%).



...et baisse des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à 212 M.DH contre 1,1 MM.DH à fin janvier 2021, soit une baisse de 894 M.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 56 M.DH contre 556 M.DH à fin janvier 2021, dont 500 M.DH versés par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie. Les « autres recettes » se sont situées à 156 M.DH, dont 133 M.DH au titre des produits des ministères, contre 550 M.DH à fin janvier 2021.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 4,3 MM.DH (+21,1%) et un taux d'exécution de 9,4%.

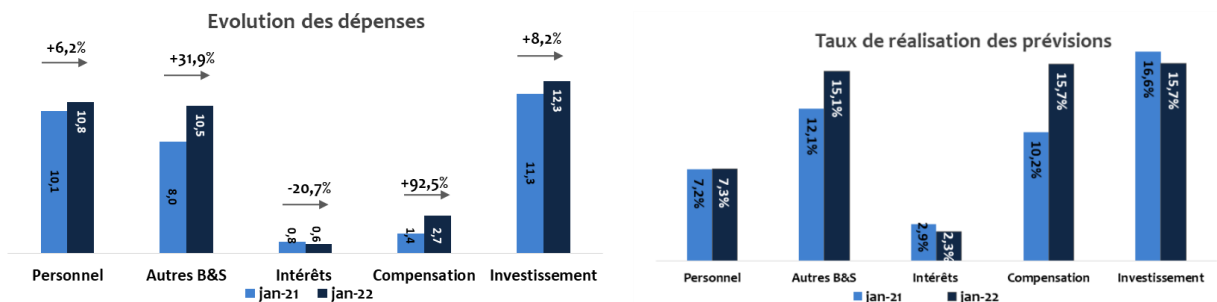
Cette évolution par rapport à fin janvier 2021 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 3,2 MM.DH, attribuable à hauteur de 2,5 MM.DH aux « autres biens et services », et à hauteur de près de 627 M.DH aux dépenses de personnel.

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 1,3 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 853 \$/T contre près de 523 \$/T à fin janvier 2021.

Les intérêts de la dette ont connu une baisse de 168 M.DH par rapport à fin janvier 2021 pour se situer à 640 M.DH, recouvrant un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-251 M.DH) et une augmentation de ceux de la dette intérieure (+83 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 2,7 MM.DH, contre un solde positif de 1,2 MM.DH à fin janvier 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 12,3 MM.DH, contre 11,3 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à 15,7%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ... Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 14,5 MM.DH, contre 12,7 MM.DH à fin janvier 2021. Ce solde s'explique, à hauteur de 11 MM.DH, par les opérations des comptes de dépenses sur dotations et, à hauteur de 3,5 MM.DH, par les comptes d'affectation spéciale.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ... Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 12,8 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 13,2 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (-7,9 MM.DH), a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un flux net de 20,3 MM.DH. Le flux net de la dette extérieure, pour sa part, n'a enregistré qu'un montant de 79 M.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 31 MM.DH, contre 21,3 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 10,7 MM.DH, contre 17,5 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 724 M.DH, contre 4,7 MM.DH à fin janvier 2021, et des amortissements de 645 M.DH, contre 569 M.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Janvier	Loi de finances	Janvier	Janvier 2022 / Janvier 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	21.485	262.906	21.905	2,0%	421	8,3%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	21.485	257.906	21.905	2,0%	421	8,5%
Recettes fiscales	20.106	222.863	21.438	6,6%	1.333	9,6%
- Impôts directs	6.909	97.693	7.148	3,5%	239	7,3%
- Impôts indirects	8.610	98.243	9.838	14,3%	1.229	10,0%
- Droits de douane	853	12.027	988	15,8%	135	8,2%
- Enregistrement et timbre	3.734	14.901	3.464	-7,2%	-270	23,2%
Recettes non fiscales	1.106	35.944	212	-80,8%	-894	0,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	556	13.985	56	-89,9%	-500	0,4%
- Autres recettes	550	16.959	156	-71,6%	-394	0,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	273	4.100	255	-6,6%	-18	6,2%
- Fonds de soutien des prix	36	600	12	-66,7%	-24	2,0%
- Fonds spécial routier	237	3.500	243	2,5%	6	6,9%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	18.902	335.554	22.373	18,4%	3.470	6,7%
DEPENSES ORDINAIRES	20.280	262.061	24.557	21,1%	4.277	9,4%
Biens et services	18.087	216.967	21.251	17,5%	3.164	9,8%
Personnel (1)	10.135	147.537	10.762	6,2%	627	7,3%
Autres biens et services	7.952	69.430	10.489	31,9%	2.537	15,1%
Dette publique (2)	808	28.075	640	-20,7%	-168	2,3%
Intérieure	364	23.390	447	22,8%	83	1,9%
Extérieure	444	4.684	193	-56,5%	-251	4,1%
Compensation (3)	1.385	17.020	2.666	92,5%	1.281	15,7%
SOLDE ORDINAIRE	1.205	845	-2.652	-320,1%	-3.857	-313,8%
INVESTISSEMENT	11.337	77.993	12.266	8,2%	929	15,7%
dont Fonds spécial routier	0	3.500	0	-	0	0,0%
SOLDE DES CST (4)	12.715	4.500	14.450	13,7%	1.736	321,1%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	2.582	-72.648	-467	-118,1%	-3.050	0,6%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-6.161		-12.778		-6.617	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-3.578	-72.648	-13.245	270,1%	-9.666	18,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	-592	51.976	13.165		13.758	25,3%
Endettement intérieur	3.867		20.333		16.466	
Autres opérations	-4.460		-7.168		-2.708	
FINANCEMENT EXTERIEUR	4.171	20.672	79		-4.091	0,4%
Tirages	4.740	40.000	724		-4.016	1,8%
Amortissements	-569	-19.328	-645		-76	3,3%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Janvier	Loi de finances	Janvier	Janvier 2022 / Janvier 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	20.106	222.863	21.438	6,6%	1.333	9,6%
Impôts directs	6.909	97.693	7.148	3,5%	239	7,3%
Taxe professionnelle	13	220	4	-69,2%	-9	1,8%
Impôt sur les sociétés (I.S)	1.609	51.447	1.747	8,6%	138	3,4%
Impôt sur le revenu (I.R)	5.206	43.041	5.232	0,5%	26	12,2%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	4	0	2	-50,0%	-2	-
Taxe urbaine/d'habitation	2	22	1	-50,0%	-1	4,5%
Majorations	72	2.136	153	112,5%	81	7,2%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	6	-	6	0,8%
Autres impôts directs	3	25	3	0,0%	0	11,8%
Impôts indirects	8.610	98.243	9.838	14,3%	1.229	10,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	6.333	67.446	7.348	16,0%	1.015	10,9%
(Intérieure)	3.465	24.346	3.697	6,7%	232	15,2%
(Importation)	2.868	43.100	3.651	27,3%	783	8,5%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	2.277	30.796	2.490	9,4%	213	8,1%
(Tabacs)	910	11.813	933	2,6%	24	7,9%
(Produits énergétiques)	1.243	16.995	1.342	7,9%	99	7,9%
(Autres)	124	1.989	215	73,4%	91	10,8%
Droits de douane (D.D)	853	12.027	988	15,8%	135	8,2%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	3.734	14.901	3.464	-7,2%	-270	23,2%
RECETTES NON FISCALES	1.106	35.944	212	-80,8%	-894	0,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	556	13.985	56	-89,9%	-500	0,4%
- Autres recettes	550	16.959	156	-71,6%	-394	0,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	273	4.100	255	-6,6%	-18	6,2%
Fonds de soutien des prix	36	600	12	-66,7%	-24	2,0%
Fonds spécial routier	237	3.500	243	2,5%	6	6,9%
RECETTES ORDINAIRES	21.485	262.906	21.905	2,0%	421	8,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	21.485	257.906	21.905	2,0%	421	8,5%